



# **ARRÊTÉ PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE** **DU PROJET DE MODIFICATION N°2** **DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)** **DE LA COMMUNE DE SAUVETERRE-DE-GUYENNE**

Le Maire de la Commune Sauveterre-de-Guyenne,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 19/11/2018 décidant d'engager la modification n°2 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Maire du 01/12/2018 décidant d'engager la modification n°2 du plan local d'urbanisme ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale du CGEDD (MRAE) en date du 20/11/2019, suite à la demande d'examen au cas par cas ;

Vu la décision n° E19000159/33 en date du 20/09/2019 du président du tribunal administratif de Bordeaux désignant M. Gérard CHARLES (Officier Général – 2<sup>ème</sup> section), en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la modification n° 2 du PLU de la commune de Sauveterre-de-Guyenne.

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°2 du P.L.U. de la commune de Sauveterre-de-Guyenne pour une durée de 33 jours consécutifs à compter du 20/12/2019 jusqu'au 21/01/2020 inclus.

Le projet de modification porte sur les points suivants :

- Permettre la création par des structures privées (entreprise, coopératives...) d'équipements sur les parcelles classées en Ne (création d'une zone Ne1)
- Modification du règlement de la Zone UE afin de permettre la création d'un camping dans la zone d'équipements de Bonard
- Reclassement d'une zone UE en zone UC1 et modification de l'OAP pour permettre une extension de la Résidence Autonomie Pringis et la création de logements et d'une résidence intergénérationnelle à Pringis
- Suppression et remplacement des zones Ah et Nh (STECAL...) conformément à la réglementation nationale
- Changements de destination en zone A et N
- Mise à jour du PLU au regard des dernières évolutions réglementaires,
- Modification du périmètre de limitation de l'impossibilité de changement de destination en Zone UA et UB en la limitant à la seule place de la République,

- Suppression de l'emplacement du « périmètre de protection au titre de l'article L. 123-1-5 7°,
- Suppression ou déplacement de l'emplacement réservé n° 7 (parcelles AX 527 et 528),
- Réflexions et arbitrage sur l'ouverture ou non, à l'urbanisation automatique ou après procédure de modification de secteurs 1AU ou 2 AU : transformation de la zone Aux1 en UX
- Modification intégrale du règlement + rédaction d'un lexique + création de schéma d'illustration
- Modification des emplacements réservés

Ce projet n'est pas soumis à une évaluation environnementale.

## **ARTICLE 2 :**

Au terme de cette enquête, le conseil municipal approuvera la modification du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public, du rapport du commissaire enquêteur et de l'avis favorable à la demande de dérogation au titre de l'article L 142-5 du code de l'urbanisme de la CDPENAF.

## **ARTICLE 3 :**

Afin de conduire l'enquête publique, le président du tribunal administratif de Bordeaux désignant M. Gérard CHARLES (Officier Général – 2ème section), en qualité de commissaire-enquêteur

## **ARTICLE 4 :**

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne pourra :

- demander des informations sur le projet ;
- obtenir, sur sa demande et à ses frais, communication du dossier mis à l'enquête publique auprès de la mairie de Sauveterre-de-Guyenne.

## **ARTICLE 5 :**

Le dossier complet du projet de modification du PLU et les pièces qui l'accompagnent (y compris tous les avis émis : par la MRAe, les personnes publiques associées et les mairies concernées seront mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la mairie à l'adresse suivante : <http://www.sauveterre-de-guyenne.eu/>

Le dossier en format papier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, ouvert par Monsieur le Maire, coté et paraphé préalablement à l'ouverture de l'enquête publique par M. Gérard CHARLES, commissaire-enquêteur, seront déposés au siège de la mairie de Sauveterre-de-Guyenne (28 place de la République) et mis à la disposition du public durant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir :

- Mardi : 9H-12H et 14H-17H
- Mercredi : 9H-12H et 14H-17H
- Jeudi : 9H-12H et 14H-17H
- Vendredi : 9H-12H et 14H-17H
- Samedi : 10H-12H

Un accès gratuit au dossier sera également garanti par un poste informatique accessible à la mairie de Sauveterre-de-Guyenne.

Des informations relatives à l'organisation de l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la mairie à l'adresse suivante : <http://www.sauveterre-de-guyenne.eu/>

Chacun pourra ainsi prendre connaissance du dossier de modification et consigner ses observations, soit :

- sur le registre d'enquête ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2019

Reçu en préfecture le 29/11/2019

Affiché le

ID : 033-213305063-20191129-EP\_MODIF\_2\_PLU-AR

- les adresser par écrit à « Monsieur le commissaire-enquêteur » au siège de la mairie de Sauveterre-de-Guyenne (28 place de la République – 33540 Sauveterre-de-Guyenne) ;
- les adresser par courrier électronique, avec la mention en objet « *Courrier à l'attention du commissaire enquêteur pour le projet de modification du PLU* », à l'adresse e-mail suivante : [sauveterre.mairie@wanadoo.fr](mailto:sauveterre.mairie@wanadoo.fr) . Il sera procédé à la constitution d'un fichier reprenant ces observations et mis en ligne sur le site de la mairie.

Les observations, y compris celles déposées par courrier électronique, seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

#### **ARTICLE 6 :**

Le commissaire-enquêteur recevra le public dans les locaux de la mairie de Sauveterre-de-Guyenne aux jours et heures suivants :

- vendredi 20/12/2019 : de 9H à 12H
- vendredi 03/01/2020 : de 9H à 12H
- mercredi 08/01/2020 : de 14H à 17H
- mardi 21/01/2020 : de 14H à 17H

#### **ARTICLE 7 :**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché en mairie et sur la zone d'affichage communal (Halle de l'Hôtel de France), 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il respectera l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement, à savoir :

*« les affiches mentionnées au III de l'article R 123-11 mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. »*

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat du maire en fin d'enquête publique.

Cet avis au public sera également consultable, sur le site internet de la commune : <http://www.sauveterre-de-guyenne.eu/>

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

#### **ARTICLE 8 :**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre déposé en mairie sera mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur dressera dans les 8 jours après clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations et le remettra au maire, responsable du projet, le mardi 28/01/2020.

Le maire disposera de 15 jours à date de la remise de ce procès-verbal pour produire les observations éventuelles de la commune en réponse.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête, soit au plus tard le 21/02/2020, pour transmettre au maire le dossier d'enquête,

accompagné du ou des registres et pièces annexées avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions et avis motivés. Un délai pourra être accordé au commissaire-enquêteur, sur sa demande motivée.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

#### **ARTICLE 9 :**

A partir de la remise du rapport et des conclusions, le public pourra les consulter en mairie de Sauveterre-de-Guyenne durant les heures d'ouverture, à savoir le :

- Mardi : 9H-12H et 14H-17H
- Mercredi : 9H-12H et 14H-17H
- Jeudi : 9H-12H et 14H-17H
- Vendredi : 9H-12H et 14H-17H
- Samedi : 10H-12H

Le maire publiera le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sur le site internet de la commune (<http://www.sauveterre-de-guyenne.eu/>) et le tiendra à la disposition du public, en mairie, pendant un an à partir de la clôture de l'enquête publique.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au service d'urbanisme de la préfecture du département de la Gironde où le public pourra les consulter, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

#### **ARTICLE 10 :**

Toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique peuvent être demandées auprès du secrétariat de la Mairie de Sauveterre-de-Guyenne, par téléphone au : 05.56.71.50.43.

#### **ARTICLE 11 :**

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Sous-préfet de Langon ;
- Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux ;
- Monsieur le commissaire enquêteur.

Fait à Sauveterre-de-Guyenne, le 29/11/2019.

Le Maire



Yves d'AMECOURT

*- Le Maire, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*

*- La contestation de la présente décision doit être effectuée devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage.*

Envoyé en préfecture le 29/11/2019

Reçu en préfecture le 29/11/2019

Affiché le

**SLO**

ID : 033-213305063-20191129-EP\_MODIF\_2\_PLU-AR